

Ces attaques contre l'enseignement public s'inscrivent dans le cadre d'une attaque globale contre les services publics, contre les droits collectifs, contre les travailleurs. Pour l'emporter, le mouvement se doit de se poursuivre, de s'élargir, de s'unifier.

\* \* \*

## Un « congrès » « socialiste » ?

Le congrès de Reims du Parti dit socialiste s'est tenu les 14, 15 et 16 novembre. Mais peut-on vraiment parler d'un congrès ? La « commission des résolutions », tenue dans la nuit de samedi à dimanche, avait en réalité les attributions qu'un congrès devrait avoir. En séance plénière, seuls quelques « chefs » ont le droit de s'exprimer longuement et à plusieurs reprises à la tribune, quand les militants de base ne peuvent pas y accéder. Du coup, le samedi les « chefs » disaient à la tribune : « voilà ce que je dirai ce soir à la commission des résolutions », et le dimanche ils y disaient : « voilà ce que j'ai dit à la commission des résolutions » ! Les congressistes étaient plus considérés comme un public de meeting que comme des délégués mandatés par les adhérents pour décider collectivement des contenus politiques.

Comment ces soi-disant « socialistes » pourraient-ils lutter contre le principe hiérarchique et oligarchique, alors qu'ils l'appliquent dans leur parti, y compris lors de leur « congrès » qui est supposé être un lieu de débat et de décision démocratique ?

Sur le fond, les discours n'avaient rien de socialiste, et les références verbales à Jaurès étaient manifestement là pour servir d'alibi à une continuité qui, dans les faits, n'existe plus depuis longtemps.

La crise du PS est aussi un épisode supplémentaire de la décomposition de la social-démocratie européenne. Que ce PS ait gagné les dernières élections municipales et régionales importe peu à sa direction, qui désespère surtout d'en refaire une machine à gagner les présidentielles, clé du pouvoir d'Etat en France.

Enregistrant la disparition électorale du PCF, nombreux sont ceux – qu'ils le disent en congrès ou non – qui louchent vers une alliance avec les centristes, force d'appoint de rechange rendue d'autant plus compatible que le PS a systématiquement fait des choix « sociaux-capitalistes » ces dernières années. Le PS français, que certains nous disaient être « le plus à gauche » en Europe à l'époque d'un gouvernement Jospin qui, pourtant, rétablissait le travail de nuit pour les femmes, a décroché de son électorat, ce décrochage ayant été particulièrement visible lors du référendum de 2005.

Ses succès électoraux sont devenus de nature instable, de type protestataire (lui qui n'a pourtant rien de protestataire), faute de mieux pour battre la droite. La crise financière et économique ne sera pas pour ce parti une base pour contester le capitalisme, ne serait-ce que de façon strictement réformiste. Par sa nouvelle déclaration de principes (qui met sur le même plan patronat et syndicats en tant que « partenaires sociaux » pour « réguler » par contrat aux côtés de la loi), par ses abstentions répétées au parlement qui laissent un boulevard à la droite, le PS n'a à opposer à la crise que la même incantation pieuse que Sarkozy d'une « régulation » du « marché », plus une relance keynésienne que l'UMP finira peut-être par adopter sous le poids du réel.

Que le PS n'ait plus rien de « socialiste », plus rien d'un « parti ouvrier », cela est devenu pour tout un chacun une triste évidence et ne peut plus nous surprendre. Mais que dans un régime politique quasiment bipolaire ce parti ne fasse pas un minimum de travail d'opposition, cela interpelle quant à la disparition de tout clivage idéologique réel entre les partis bourgeois, de droite comme « de gauche ».

Sur la modification de la Constitution ayant permis la ratification du traité de Lisbonne, sur la guerre en Afghanistan, sur le plan de sauvetage des banques, les parlementaires PS n'ont pas combattu, n'ont pas voté contre. Certains comme Manuel Valls ont même soutenu publiquement l'allongement de la durée de cotisation retraite. Le premier secrétaire sortant préférait s'attaquer aux syndicats SUD (« *le syndicalisme*

que l'on doit combattre, c'est celui de SUD », François Hollande, entretien à *Sud Ouest* le 26-11-2007) que soutenir les nombreuses luttes de ces dernières années. Beaucoup de militants voient qu'aux USA, la démocratie bourgeoise s'est réduite à une offre entre deux partis bourgeois, mais s'illusionnent encore sur la nature du bipartisme français. Ils s'émeuvent de la disparition de la gauche parlementaire en Italie sans tirer les leçons du comportement de celle-ci en France. La disparition de la gauche ex-réformiste italienne dans un centre démocrate n'était pas un hasard. Que ce soit dit franchement avec Ségolène Royal ou que ça se fasse plus hypocritement avec Martine Aubry, la logique même de l'évolution de ce parti est déjà dans cette direction.

La longue histoire de la transformation d'un parti socialiste en parti bourgeois reste à écrire, mais les prochains épisodes ne seront que des péripéties : l'œuvre est d'ores et déjà accomplie, depuis bien avant ce congrès.

Bref : électrocardiogramme plat.

(ce texte a été achevé le 18 novembre, et publié ce même jour sur notre site internet. Nous le publions tel quel sans rien y ajouter, considérant que l'élection - rocambolesque - de Martine Aubry à la tête du PS ne change rien à l'essentiel concernant ce « congrès ».)

\* \* \* \* \*

## Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871

On connaît trop peu les manuscrits de Karl Marx sur la Commune de Paris de 1871. Ces textes ont été écrits pendant les événements eux-mêmes, à la fin d'avril et en mai 1871. Marx a ensuite - après l'écrasement de la Commune par l'armée versaillaise - rédigé le texte final de *La Guerre civile en France*, achevé le 30 mai 1871, adopté par le conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, puis imprimé par l'AIT en juin.

Ces travaux préparatoires à *La Guerre civile en France* n'ont été publiés pour la première fois qu'en 1934, et restent malheureusement difficiles à trouver en traduction française. Pourtant, leur lecture est parfois aussi instructive et stimulante que les textes d'autres manuscrits de Marx, comme les *Thèses sur Feuerbach*, les *Grundrisse*, les *Manuscrits de 1844*, etc.

Nous en donnons donc quelques extraits, en espérant qu'un bon éditeur en assurera la réédition intégrale prochainement (en refaisant la traduction, à partir des manuscrits originaux).

### - Extraits du premier essai de rédaction :

La Commune, « c'est le peuple agissant pour lui-même et par lui-même. »<sup>15</sup>

« La Commune a ordonné que les deux guillotines, l'ancienne et la nouvelle, fussent brûlées publiquement »<sup>16</sup>. Marx avait depuis longtemps affirmé son opposition à la peine de mort (voir son article « La peine capitale » dans le *New York Daily Tribune* du 18 février 1853<sup>17</sup>).

Pour Marx, la Commune est l'antithèse du second Empire et du pouvoir d'État :

« Ce pouvoir d'État est, en fait, la création de la bourgeoisie ; il fut l'instrument qui servit d'abord à briser le féodalisme, puis à écraser les aspirations des producteurs, de la classe ouvrière, vers leur émancipation. Toutes les réactions et toutes les révolutions n'avaient servi qu'à transférer ce pouvoir organisé – cette

<sup>15</sup> Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, éd. sociales, 1968, p. 192.

<sup>16</sup> Idem, p. 202.

<sup>17</sup> Traduction en français dans Karl Marx, *Œuvres tome IV*, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, pp. 700-703.